

Comment des évangéliques luttent contre la demande de reconnaissance des musulmans

Une nébuleuse s'active contre l'Union vaudoise des associations musulmanes, dont les membres veulent être reconnus d'intérêt public. L'État s'en préoccupe.

24H, 7.10.2021



Camille Krafft
Publié aujourd'hui à 06h39



Photo : Steve Iuncker-Gomez

Christian Bibollet, directeur de l'Institut pour les questions relatives à l'islam, sis à Genève, pense que la reconnaissance des musulmans représente «un danger». Il estime avoir un rôle «d'information» et se défend de publier des articles insultants envers la religion musulmane.

Une reconnaissance d'intérêt public. Dans quel but, au fait? À l'heure où les communautés religieuses candidates s'interrogent conjointement sur [le processus en cours auprès de l'État](#), des lignes de fracture apparaissent derrière le discours policé des représentants évangéliques et musulmans. En Suisse romande, un réseau s'active pour torpiller l'Union vaudoise des associations musulmanes (UVAM) et sa demande de reconnaissance par le biais de prises de position sur la Toile et dans certains médias. Comme ailleurs dans le monde, cette nébuleuse peut compter sur la collaboration de groupes évangéliques désireux de peser dans le débat sur l'intégration des musulmans.

« Les musulmans sont perçus comme « à évangéliser »

La question de l'évangélisation des musulmans est présente dans le discours de l'IQRI et du Groupe de travail sur l'islam (GTI), également membre du Réseau évangélique suisse (RES). Via son site, le GTI propose un «guide de prière de 30 jours» pour l'État islamique. La démarche rejoint celle du Conseil national des évangéliques de France et du RES, qui éditent un livret de trente jours de prière pour le monde musulman à utiliser pendant le ramadan. « Les musulmans sont perçus comme «à évangéliser», d'où les réticences d'une partie de la base par rapport au dialogue interreligieux», analyse le sociologue des religions **Philippe Gonzalez**.

: « Il y a une volonté des organisations faïtières évangéliques en Europe de peser sur le débat relatif à l'intégration de l'islam dans nos pays. Le président de l'Alliance évangélique mondiale et son épouse, Christine Schirmacher, consultante au sujet de l'islam (*ndlr: citée en exemple par l'IQRI*), sont très actifs dans ce domaine.»

Soucieux d'assurer « le respect des uns envers les autres » dans la cadre du processus de reconnaissance, **l'État a demandé récemment à la Fédération évangélique vaudoise (FEV), candidate, de se positionner par rapport aux auteurs de ce type de discours.**

Dans ce réseau, où les textes des uns sont largement partagés par les autres, on **trouve la Fondation Futur CH, le Forum pour un islam progressiste de Saïda Keller-Messahli** ou encore **l'Association Suisse vigilance islam de la journaliste Mireille Vallette**. Cette dernière vient d'annoncer sur son blog, Boulevard de l'islamisme, son intention de cesser son activité militante.

Opinions dans les médias

Toutes les entités de cette nébuleuse, dont certaines sont qualifiées d'islamophobes par le chercheur à l'Institut suisse de sociologie pastorale Oliver Wäckerlig, spécialiste de ces questions, n'ont pas un ancrage religieux. Mais des groupes évangéliques y jouent un rôle important.

En Suisse alémanique, Futur CH a été fondée par un pasteur évangélique « en réaction à la progression de l'islam dans le monde mais aussi dans notre pays et en Europe ». En Suisse romande, un « groupe de travail l » du Réseau évangélique suisse baptisé Institut pour les questions relatives à l'islam (IQRI) diffuse des idées similaires sur son propre site. Il signe également régulièrement des opinions sur le site de la Fédération romande d'Églises évangéliques (FREE) ainsi que dans des médias comme « 24 heures » ou «Le Temps».

Une analyse elle-même fondamentaliste

Basé à Genève, l'Institut pour les questions relatives à l'islam (IQRI) est l'un des nombreux «groupes de travail» du Réseau évangélique suisse (RES). Sur le site internet de ce dernier, le directeur de l'IQRI, Christian Bibollet, est présenté comme employé à 100% par le RES.

« C'est une erreur, assure le directeur. Je vis grâce aux dons d'églises et d'amis qui soutiennent mon travail. Les fonds sont envoyés à l'Association missionnaire suisse, qui fait suivre au RES. Parfois, on met de notre poche pour que ça tourne. Les trois autres membres de l'IQRI sont bénévoles.» Nous avons rencontré Christian Bibollet ainsi qu'Amine Abdelmajide, musulman converti au christianisme, qui s'exprime sous pseudonyme en raison de menaces dont il ferait l'objet. Issu d'un milieu catholique, le premier est né au Maroc et a suivi « une formation protestante évangélique aux États-Unis ». Il explique avoir beaucoup étudié l'islam « par lui-même » et l'avoir enseigné à l'Institut biblique et missionnaire Emmaüs. Originaire d'Algérie, le second raconte avoir dû étudier l'islam « dans le but de l'enseigner ». Il reste très marqué par les discriminations présentes dans certains pays musulmans, notamment à l'égard de « l'apostasie revendiquée » et des enfants adoptés.

Pour Christian Bibollet, « l'islam n'est pas une religion seulement mais un projet de société. En tant que tel, il doit être soumis à la critique. Nous ne sommes pas animés par la haine, mais par le souci de la vérité. La reconnaissance a une grande valeur symbolique. Elle donne un blanc-seing aux associations concernées. C'est là que se situe le danger. »

S'il admet ne jamais avoir assisté à l'enseignement coranique dans une mosquée vaudoise, **l'IQRI reproche notamment à l'UVAM de « se revendiquer du Coran dans sa totalité, y compris les passages qui prescrivent le racisme, la discrimination et appellent à la haine »**, SELON Amine Abdelmajide.

Bien qu'il se réclame d'une « approche académique », cet institut, dont le site internet compte une dizaine de contributeurs réguliers, est piloté par des personnes qui font une analyse littérale des textes. « Cela n'est pas étonnant. Une part de l'ADN évangélique est elle-même fondamentaliste », rappelle un théologien d'obédience réformée.

Contacté, le secrétaire général de l'UVAM, Pascal Gemperli, s'insurge contre ces partis pris: «Nous ne faisons pas la lecture littérale des textes que l'IQRI imagine. Le Coran se lit toujours dans un contexte historique, et ses passages violents sont liés à ce contexte.» Tout en précisant que l'UVAM a « des bonnes relations et un dialogue constructif avec la Fédération évangélique vaudoise », Pascal Gemperli dénonce « certaines positions de l'IQRI clairement hostiles aux musulmans. Le renseignement suisse évalue déjà notre communauté comme étant exposée à une menace sécuritaire et ces propos alimentent un climat dangereux. »

Parmi les auteurs mis en référence sur le site de l'IQRI se trouvent Bat Ye'Or (pseudonyme) et l'Américain Robert Spencer, deux figures notables du «counterjihad», un mouvement qui considère l'islam comme une menace pour la civilisation occidentale. «Tous deux sont mentionnés à plusieurs reprises dans le manifeste du terroriste norvégien Anders Breivik», souligne Oliver Wäckerlig.

Basé à Genève, l'IQRI a fait de la lutte contre la reconnaissance de l'UVAM un cheval de bataille. Ses membres participent dans le public aux conférences et débats sur l'islam organisés en Suisse romande, et tentent d'interpeller chercheurs et politiques sur le «danger» d'un tel processus.

Paix sociale et religieuse

Dans le contexte tendu de la demande de reconnaissance, l'activisme de l'IQRI interpelle d'autant plus que les communautés concernées doivent s'engager à promouvoir la paix sociale et religieuse, comme le rappelait Christelle Luisier dans [une interview publiée par «24 heures» en juin dernier](#).

Rendu attentif récemment au discours de l'IQRI, l'État a demandé, via la sous-commission chargée d'examiner la demande de reconnaissance de la FEV, aux communautés membres de cette dernière de préciser leurs relations avec cet institut, détaille Philippe Racine, délégué à la communication du Département des institutions et du territoire. David Rossé, membre du comité de la FEV, confirme que ces questions seront discutées prochainement avec le Réseau évangélique suisse.

Fonctionnement horizontal

De fait, si le monde évangélique vaudois est composé d'une multitude d'entités et présente un fonctionnement horizontal, les liens entre l'IQRI et ces communautés sont loin d'être inexistantes. Les églises candidates à la reconnaissance dans le canton par le biais de la Fédération évangélique vaudoise sont généralement également membres du Réseau évangélique suisse, dont fait partie l'IQRI. **De manière plus générale, le directeur de l'institut, Christian Bibollet, s'exprime régulièrement dans des médias évangéliques en tant que « spécialiste de l'islam », et la Haute École de théologie, d'obédience évangélique, mentionne l'IQRI dans ses collaborations académiques.**

« Mon livre ne visait absolument pas la reconnaissance ou non de l'UVAM. Ma réflexion sur l'islam se voulait plus large, au niveau international. »

Shafique Keshavjee, auteur de « L'islam conquérant » (IQRI/2019)

La question est d'autant plus sensible que l'institut a édité en 2019 le livre « L'islam conquérant » du théologien réformé Shafique Keshavjee. La publication de cet ouvrage avait suscité une levée de boucliers du côté des réformés libéraux, à l'image du théologien Jean-Marc Tétaz, selon qui le livre obéissait «à un agenda politique: nourrir les appréhensions face à l'islam pour empêcher que les communautés musulmanes soient reconnues d'intérêt public».

Contacté, Shafique Keshavjee assure aujourd'hui qu'il y a eu « mécompréhension » de ses intentions: «Mon livre ne visait absolument pas la reconnaissance ou non de l'UVAM. Ma réflexion sur l'islam se voulait plus large, au niveau international.» Le théologien explique avoir fait appel à l'IQRI pour des raisons pratiques. « Je me suis adressé à cet institut car il n'y avait pas de groupe de travail sur l'islam côté Réformés. Je voulais en outre avoir la possibilité de distribuer une partie de mes livres gratuitement, ce que je n'aurais pas pu faire avec une maison d'édition classique. Grâce à l'IQRI, j'ai pu faire don de milliers de livres dans des pays d'Afrique.»

Camille Krafft est enquêtrice à la rubrique vaudoise. Elle enseigne au Centre de formation au journalisme et aux médias, à Lausanne. Elle a reçu le Prix Jean Dumur en 2017 ainsi que le Swiss Press Award, catégorie «print», en 2019

Publié aujourd'hui à 06h39

Éditorial

L'islam mérite un débat à la loyale

L'Union vaudoise des associations musulmanes est visée par des réseaux évangéliques hostiles à sa demande de reconnaissance d'intérêt public. Cette charge fausse une démarche qui reste courageuse, car délicate pour les musulmans.



OPINIONChloé Din
Mis à jour il y a 4 heures

La démarche paraissait fondamentalement juste. L'opportunité ne demandait qu'à être saisie, étant ouverte à toutes les communautés religieuses dans le canton de Vaud. Il faut quand même saluer le courage de l'Union vaudoise des associations musulmanes (UVAM). Un courage qui flirte parfois avec la témérité. En déposant une demande de reconnaissance d'intérêt public, elle ne s'attendait sans doute pas à une promenade de santé, mais le nombre de cailloux semés sur sa route pose déjà question.

Engagée dans ce processus lourd et exigeant, la faïtière n'est pas seule à se demander à quoi bon. Candidats eux aussi, la Fédération évangélique vaudoise (FEV), les anglicans et les catholiques chrétiens sont [à l'unisson dans leurs récriminations au Canton](#). Mais plus que les autres, l'UVAM a de quoi s'interroger sur ce qu'elle est venue faire dans cette galère.

« Il faut quand même saluer le courage de l'Union vaudoise des associations musulmanes (UVAM). Un courage qui flirte parfois avec la témérité. »

Dans ce journal, nous avons parlé des cailloux qui se logent dans ses propres souliers, soit les [prédicateurs venus à la mosquée de Prilly](#) malgré leurs positions contestables. [La FEV aussi a été interpellée dans nos colonnes](#) sur le thème délicat de la non-discrimination en matière d'orientation sexuelle. Demander une reconnaissance, c'est se placer volontairement sous la loupe, et éventuellement évoluer sur la base de questionnements constructifs. C'est là qu'est le courage des communautés candidates.

Dans cette démarche, l'UVAM est toutefois confrontée à des fronts hostiles qui lui corsent injustement la tâche. Des réseaux s'organisent pour cibler la faïtière vaudoise sur fond de rivalités religieuses. On en trouve dans les milieux évangéliques, comme le montre notre enquête, mais aussi [au sein d'associations musulmanes rivales](#). La défiance diffuse face à l'islam a ses relais, qu'il faut résolument mettre en lumière.

Toutes les critiques visant l'UVAM ne sont pas sans fondement. Mais certains évangéliques oublient à bon compte que leurs valeurs peuvent aussi être débattues, [par exemple en matière de droits LGBT](#).

Ainsi, leur charge contre la faïtière musulmane vaudoise ne fait qu'exposer le débat peu loyal que doit subir l'islam pour quelques grammes de validation.

Chloé Din est journaliste à la rubrique Vaud & Régions depuis 2015. Elle couvre en particulier le district de l'Ouest lausannois ainsi que les thématiques religieuses et spirituelles.

Publié aujourd'hui à 06h44